SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 20 FÉVRIER 1926

Rapport de la Commission des Finances chargée de l'examen du Projet de loi prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, relatives à cette institution, ainsi que des lois des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, réglant le service du Caissier de l'État.

(Voir les n^{os} 14, 132, 158, 164, 167, 176, 177, 183, 184 et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants* des 9, 10, 11, 16, 17 et 18 février 1926 et le n^o 73 du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président, BARNICH, DE CLERCQ, FRANÇOIS, MOYER-SOEN, SEELIGER, THEUNIS, VAN OVERBERGH et le baron HOUTART, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi que la Chambre des Représentants a adopté dans sa séance du 18 de ce mois se borne à modifier certaines dispositions des lois qui constituent le statut de la Banque Nationale de Belgique, tout en prorogeant la durée de celle-ci. Il ne porte pas atteinte aux principes essentiels sur lesquels repose l'organisation de notre institut d'émission. Ces principes ont subi avec succès l'épreuve de soixante-quatre années d'application; et s'il est venu un jour où la force majeure a contraint le Gouvernement belge, bien malgré lui, à déroger à certains d'entre eux, il en est résulté de désastreuses conséquences.

Notre tâche n'est donc pas, en ce moment, de justifier une fois de plus l'institution de la Banque Nationale et les règles fondamentales de son fonctionnement: l'épreuve est là, et aussi la contre-épreuve. Au surplus, le temps dont votre commission a disposé pour

examiner le présent projet de loi ne permettait pas une étude doctrinale.

Toutefois, plusieurs membres ont tenu à déclarer qu'ils demeurent partisans en principe du système de banque d'État, préconisé en 1900 par Hector Denis. Un membre a signalé à l'attention de la Commission le système américain du *Federal Reserve Banks*.

L'introduction en Belgique durant l'occupation, d'une masse énorme de monnaie allemande dépréciée par l'inflation, l'échange de cette monnaie, au pair, contre des billets émis par notre Banque Nationale; la dépréciation continue et finalement la dévalorisation totale des marks allemands, qui constituaient la couverture des billets belges émis en échange; en même temps, l'affaissement du crédit de la Belgique sous le poids d'une dette continuellement accrue par la nécessité de réparer les dommages de guerre, sans en être indemnisé à suffisance: l'enchaînement de ces faits, aboutissant à une profonde

dépréciation du billet belge, a créé, au point de vue des relations de l'État et de la Banque, une situation singulièrement complexe.

Il s'agit aujourd'hui de dénouer cette situation. Vaine serait la prétention d'en résoudre les difficultés par une discussion purement juridique. La Banque est propriétaire de son encaisse; mais par ses émissions elle a contracté des engagements disproportionnés. L'État peut, en levant le cours forcé, rendre la Banque insolvable; mais ce moyen de pression se retournerait contre lui-même. En dégageant la Banque de cette portion de la circulation qui correspond aux avances à l'État, on ne lui rendrait pas encore la situation d'avant guerre, puisque ses valeurs actives, autres que l'encaisse, sont calculées en francs dépréciés.

Il faut donc, à force de bonne volonté réciproque et en considération de l'intérêt général, aboutir à des formules transactionnelles. Une circonstance a favorisé ce mode de règlement: c'est que le privilège de la Banque Nationale doit expirer le 31 décembre 1928. L'État possède donc l'avantage de pouvoir lier le règlement des difficultés issues de la guerre à l'octroi d'une nouvelle charte.

Les formules d'accord nées de ces circonstances, nous les trouverons spécialement dans les dispositions relatives à la constitution du capital, au partage des bénéfices et aux diverses redevances.

Ce n'est pas tout. La population belge, sans distinction de classe est anxieuse de voir réaliser la stabilisation monétaire. Le Gouvernement a pris l'initiative d'une opération qui tend à ce but. C'est à la Banque Nationale qu'il appartient d'assurer la continuité du résultat obtenu, en tenant fermement la main à l'observation des règles qui, partout et toujours, se sont imposées comme conditions d'une circulation saine. Il a paru bon d'insérer dans la loi certaines de ces règles qui, auparavant, étaient laissées aux statuts de la Banque, et de les renforcer sur quelques points.

Eu égard aux répercussions d'ordre économique et social de la politique bancaire, le Gouvernement a cru bon de compléter l'Administration de la Banque. Les propositions qu'il a formulées, dans cet ordre d'idées, ont soulevé une controverse et des divergences de vues qui seront exposées au cours de ce rapport.

**

Après ces observations préliminaires, qu'on jugera peut-être utiles pour déterminer l'esprit qui a inspiré le projet de loi, nous pénétrons dans le détail des dispositions proposées. On peut classer celles-ci sous sept rubriques :

1. Prorogation de la durée de la Banque.
2. Capital.
3. Partage des bénéfices.
4. Opérations.
5. Billets et encaisse.
6. Administration.
7. Exécution de la Convention et de la loi relatives à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire.

PROROGATION.

Le privilège actuel de la Banque Nationale doit expirer le 31 décembre 1928. C'est donc près de trois ans avant son terme qu'on nous propose de le renouveler.

Aucune disposition légale ne s'oppose à cette anticipation. Les précédents nous y invitent même: c'est quatre ans avant le terme des contrats antérieurs que la prorogation de ceux-ci fut proposée aux Chambres. Mais aujourd'hui, deux raisons capitales écartent les objections que l'on pourrait opposer à une prorogation trop hâtive: c'est, d'une part, l'ensemble des règlements que l'État et la Banque Nationale doivent opérer entre eux, comme prélude et comme condition de la stabilisation monétaire; c'est,

d'autre part, cette stabilisation même, qui semblerait moins assurée et le serait en effet, si l'Institut d'émission n'avait lui-même qu'une position instable.

La prorogation proposée s'étend jusqu'au 31 décembre 1952, soit sur une période de vingt-sept ans, ce qui ne s'écarte guère des précédents.

CAPITAL.

A l'article 4 des lois combinées qui régissent la Banque Nationale, article relatif au capital de la Banque, est apportée l'une des modifications les plus importantes du projet. Pour expliquer cette modification, il convient de se reporter au projet de loi relatif à l'assainissement de la circulation monétaire, ainsi qu'à la convention annexée à cette loi.

Le plan d'assainissement et de stabilisation comprend, d'une part, un cours de stabilisation de la monnaie qui ne différera guère du cours actuel du marché; d'autre part, l'abandon, par la Banque à l'État, de tout l'accroissement d'actif nominal à résulter de la réévaluation de l'encaisse, abandon qui tiendra lieu de remboursement d'une partie des avances de la Banque à l'État. Il n'y aura donc pas, du chef de cette réévaluation, une augmentation du capital ou des réserves de la Banque, mais seulement la substitution dans l'actif de celle-ci d'une valeur liquide à une créance à long terme, l'opération étant purement comptable et n'ajoutant rien aux ressources réelles de la Banque.

Cet abandon est, en principe, discutable, puisqu'il aboutit à enlever aux actionnaires de la Banque un avoir qui leur est propre. Mais outre qu'il a le caractère contractuel, il faut le considérer dans un plan général, dont l'exécution consolidera la situation de la Banque, en donnant à son actif une liquidité suffisante et en la replaçant dans une position normale sur le marché financier. Ceci compense cela.

Il a paru bon cependant de porter le capital de la Banque à un chiffre qui équivaldrait, compte tenu de la réduction de l'unité monétaire, au chiffre de 1914. On y parviendra par une double voie. D'une part, on ajoutera au chiffre de l'ancien capital un montant égal fourni par la réserve et une autre somme de 50 millions provenant d'une réévaluation des immeubles, ce qui formerait le chiffre de 150 millions et permettrait d'attribuer deux actions nouvelles de 1,000 francs chacune au porteur d'une action ancienne. D'autre part, on complètera le capital de 200,000,000 de francs par l'émission publique de 50,000 actions.

A l'objection qui peut être soulevée contre la réévaluation des immeubles et leur inscription dans le bilan pour une part si importante du capital, il est juste de répondre que la nouvelle évaluation reste fort inférieure à la valeur réelle et que, par ce moyen, la Banque économisera de lourdes charges de capital.

Le montant de 200 millions sera complété, avons-nous dit, par l'émission publique de cinquante mille actions, aux conditions à déterminer par arrêté royal. Les institutions d'utilité publique qui seront désignées par arrêté royal et les tuteurs et curateurs d'incapables pourront souscrire ces titres « nonobstant toutes dispositions contraires », c'est-à-dire quelles que soient les règles que la législation en vigueur ait fixées pour le placement de leurs deniers.

La prime d'émission sur l'augmentation du capital sera versée à la réserve.

Le Gouvernement estime que cette émission pourrait, dans une certaine mesure, être utilisée comme moyen de convertir une partie de la dette flottante en dette à long terme. Le rapport à la Chambre indique que la libération des actions nouvellement souscrites de la Banque pourra s'effectuer à l'aide de titres de la dette flottante aussi bien qu'en espèces. Au surplus le Gouvernement étudie le moyen de donner plus

d'ampleur et d'efficacité à ce système de consolidation.

Le paragraphe 3 de l'article 4 exige une explication. Il stipule qu'un crédit de soixante-quinze millions de francs est ouvert, aux fins de la souscription, au budget des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1926. Pourquoi ce crédit, alors qu'il est bien entendu que l'État ne veut pas être le souscripteur des nouvelles actions de la Banque Nationale ?

La raison en est que toute émission dublique exige un intermédiaire, qui prend en masse les titres émis avant qu'ils soient offerts au public. Dans les affaires privées, ce rôle appartient à un *consortium*. Dans le cas de la Banque Nationale, l'État paraît qualifié pour remplir ce rôle. On pourrait objecter qu'il ne s'agit pas ici d'une simple formalité, mais que l'intermédiaire est exposé à devoir conserver une partie des titres émis. Cette éventualité est peu probable dans l'occurrence; mais il doit être bien entendu que l'État ne pourra, en aucun cas, retenir tout ou partie des titres émis, si ce n'est durant le temps nécessaire pour en opérer le placement.

Le crédit autorisé par l'article 4 est nécessaire pour la fonction d'intermédiaire définie ci-dessus.

PARTAGE DES BÉNÉFICES.

La part de l'État dans les bénéfices que la Banque Nationale tire de ses opérations, comprend deux éléments : 1^o des redevances qui sont dues au Trésor public en tous cas, abstraction faite du résultat financier accusé par le compte de Profits et Pertes ; 2^o une part déterminée du solde bénéficiaire de ce compte.

Le projet qui vous est soumis modifie sensiblement les modalités du partage. Pour s'en rendre compte, il faut rapprocher de l'article 7, qui fixe la répartition des bénéfices annuels, les dispositions nouvelles réglant le service de caissier de l'État (art. 2 modifiant l'art. 7 des

lois combinées) et les dispositions additionnelles.

L'honorable M. Sap, dans le rapport qu'il a présenté à la Chambre des Représentants, a exposé en détail et dans leurs conséquences financières probables, les nouvelles règles de répartition (pp. 18-28 du rapport).

Cet exposé suggère les remarques suivantes :

a) Quant aux redevances perçues par l'État avant bilan : Bien que le loyer de l'argent soit actuellement fort supérieur à 3,5 p. c. et qu'on puisse douter qu'il revienne à ce taux avant le terme du nouveau contrat de la Banque, l'État continuera de toucher le bénéfice qui résultera d'un taux d'escompte supérieur à cette base. La Banque n'aura donc pas d'intérêt à majorer le taux.

Autre point important : l'État, en remboursant à la Banque, au moyen de devises étrangères une dette improductive d'intérêt, lui apportera un énorme avantage. C'est pourquoi « le revenu du placement des valeurs sur l'étranger qui seront remises à la Banque par l'État est attribué au Trésor » (art. 3 de la Convention annexée à la loi d'assainissement). Par assimilation et en compensation de la redevance de 1/2 p. c. sur la circulation moyenne et de l'intervention de la Banque dans les frais de Trésorerie, auxquelles l'État renonce, le revenu de toutes valeurs quelconques sur l'étranger, qui entreront dans l'encaisse de la Banque, sera versé au Trésor public (§ 5 des dispositions additionnelles). De plus, une compensation est prévue au profit de l'État pour le cas où le volume des valeurs sur l'étranger serait réduit sans une diminution correspondante du montant des engagements à vue ou un accroissement adéquat de l'encaisse métallique.

b) Quant à la répartition des bénéfices annuels : L'article 7 des lois antérieures attribuait à l'État le quart des bénéfices excédant 4 p. c. Le présent projet accorde aux actionnaires un intérêt de 6 p. c.

Sur le surplus, il affecte 10 p. c. à la réserve, 10 p. c. aux tantièmes et partage le reste entre les actionnaires et l'Etat, à concurrence des deux cinquièmes pour les actionnaires et de trois cinquièmes pour l'Etat. Celui-ci touchera donc 48 p. c. des bénéfices excédant 6 p. c. du capital.

Par conséquent, la répartition proposée aura pour effet, contre une majoration de 2 p. c. d'intérêt fixe qu'elle assure aux actionnaires, d'augmenter de 23 p. c. la part de l'Etat dans le dividende variable. Ce pourcentage se traduira par une somme très supérieure à celle de quatre millions qu'absorbera la majoration d'intérêt.

L'avantage de l'Etat n'est pas douteux sur ce point.

En outre, à l'expiration du droit d'émission de la Banque, les trois cinquièmes de la réserve seront acquis à l'Etat.

On peut se livrer à d'interminables calculs de probabilités sur le résultat financier de cette répartition. Bornons-nous à dire que le système proposé a paru équitable et adapté aux circonstances.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE.

Quatre des articles qui, dans les lois combinées de 1850-1872-1900, traitent des opérations de la Banque Nationale, sont modifiés par le projet.

A l'article 8 visant les opérations du ressort de la Banque, il est proposé d'ajouter celles qui consistent « à réescompter à l'étranger les effets de son portefeuille ; à remettre ces effets en gage ; à garantir la bonne fin de ces effets ou des opérations d'escompte et d'avances y relatives, à acquérir des avoirs à l'étranger en des monnaies à base d'or ou sur des places payant en or ».

La dernière partie de ce texte permettra de réaliser le plan de stabilisation monétaire au moyen de disponibilités

à l'étranger. La première partie autorisera la Banque à bénéficier des offres de réescompte qui lui ont été faites sur plusieurs places payant en or ; par ce moyen les déficits passagers de la balance des paiements pourraient être couverts sans réduction de l'encaisse. La Commission, tout en reconnaissant les services que pourrait rendre cette faculté de réescompte, insiste pour qu'il n'en soit usé qu'avec discrétion, car elle pourrait provoquer des crises de change aux échéances du portefeuille réescompté.

* * *

Une modification au 7^o (ancien 6^o) de ce même article 8 assimile aux valeurs garanties par l'Etat celles que garantira la Colonie ou le Grand-Duché de Luxembourg.

Pour les avances à faire sur de telles valeurs, le texte nouveau, à la différence de l'ancien, n'exige pas l'approbation du Ministre des Finances.

Ces modifications n'ont pas soulevé d'objections.

Le changement introduit dans l'article 9, § 2 est de pure forme.

L'article 16 vise la faculté d'acquérir des « fonds publics », en d'autres termes des titres de la Dette publique (1). Il se rattache à une question plus générale sur laquelle l'attention du Sénat se portera nécessairement sous l'influence des leçons d'un passé tout récent : nous voulons parler de l'aide financière que, directement ou indirectement, la Banque prêterait à l'Etat, comme des abus et des dangers qui peuvent en résulter.

(1) La dénomination de « fonds publics », qui semble vague à première vue, emprunte une signification précise à la pratique constante de la Banque. Il s'agit de titres énumérés à l'article 36 du règlement d'ordre intérieur, ainsi que dans l'instruction générale aux Agents. Ces titres comportant engagement de l'Etat et visés par la Trésorerie.

Trois opérations, parmi celles qui sont permises à la Banque, ont pour résultat de faire entrer dans le portefeuille de celle-ci la signature de l'État :

a) L'escompte direct de Bons du Trésor (art. 8, 1^o) ;

b) Les avances sur dépôt d'effets publics garantis par l'État (art. 8, 7^o) ;

c) L'acquisition de fonds publics (art. 16).

Ces trois opérations, si on ne les limite pas strictement, peuvent engendrer le système des emprunts de l'État à la circulation qui conduit à l'inflation fiduciaire.

Examinons dans quel esprit la législation antérieure a permis ces opérations et dans quelles limites elles doivent être contenues pour éviter les abus dont elles sont susceptibles.

a) En ce qui concerne l'escompte direct des Bons du Trésor, la loi laisse aux statuts de la Banque le soin de limiter le montant des opérations; et les statuts approuvés en 1900 ne l'autorisent que s'il s'agit d'engagements d'une durée de cent jours au plus et pour un montant total de 20 millions de francs.

Bien comprise et sagement utilisée, la faculté pour la Banque d'escompter directement un certain montant de Bons du Trésor offre un avantage évident : c'est de faciliter le service de la Trésorerie dans le cas de difficultés passagères. Mais cette intervention ne peut être permanente : auquel cas elle ne remplirait plus la fonction d'aide occasionnelle qui fait son utilité, mais aurait pour la Banque l'inconvénient d'une immobilisation à long terme.

On pourrait sans inconvénient, dans les statuts de la Banque, porter le montant de l'escompte autorisé à un chiffre correspondant à la valeur actuelle en francs dévalués, du montant admis auparavant. Il appartient à l'Administration de la Banque de maintenir avec fermeté cette limite.

b) Les avances sur valeurs garanties par l'Etat ont pour objet de procurer des

disponibilités, non pas à l'État lui-même, mais aux particuliers qui détiennent ces valeurs.

Dans des circonstances normales, ces avances n'offrent pas d'inconvénient et augmentent utilement le fonds de roulement du pays. Mais, il peut arriver qu'une entente entre les particuliers emprunteurs et l'État aboutisse à en faire de véritables emprunts de l'État à la circulation. Ce serait un grave et périlleux abus.

Une autre situation, plus délicate, peut se présenter, spécialement au sortir d'une période de trouble monétaire. Le retour à la convertibilité faisant rentrer un volume important de billets, une concentration monétaire trop brusque pourrait s'ensuivre, accompagnée nécessairement d'une forte demande d'avances sur valeurs d'État. La conséquence en serait une diminution sensible de la proportion de l'encaisse par rapport à la circulation et une impression fâcheuse.

Il appartient à l'Administration de la Banque d'éviter ces écueils par sa ferme résistance, quand il s'agira d'abus à empêcher, et par son tact, quand il s'agira de concilier le crédit du billet avec les besoins de l'économie nationale.

c) Une troisième opération peut faire passer des billets de la Banque à l'État : c'est l'achat de fonds publics (art. 16). Celle-ci, dans l'esprit de notre loi, n'est pas destinée à procurer des ressources au Trésor public, mais à donner à la Banque une sorte de volant. Toutefois, ici encore, l'abus est voisin de l'usage, et l'on sait dans quelles proportions ce moyen, de même que l'escompte de bons du Trésor, a été pratiqué par les États qui ont érigé l'inflation en système.

Suivant le texte qui vous est proposé, la Banque ne pourra acquérir des fonds publics que moyennant une autorisation du Gouvernement, accordée sur la demande du Conseil d'administration, approuvée par le Conseil des Censeurs, sans qu'elle puisse en posséder pour une

somme dépassant le double du montant du capital et des réserves.

Dans ces divers cas, c'est l'indépendance et la haute conscience des Administrateurs de la Banque qui forme la meilleure garantie contre l'abus qu'on peut facilement faire des dispositions analysées ci-dessus.

Le projet voté par la Chambre des Représentants ajoute aux limites fixées dans les dispositions relatives aux diverses opérations de la Banque, une limite générale, savoir le maximum stipulé pour la totalité des engagements à vue.

Concernant les opérations d'escompte, plusieurs membres ont signalé que certains comptoirs engagent les fonds de la Banque dans des crédits à long terme. Suivant les renseignements qui nous ont été fournis, ce reproche n'est plus justifié actuellement.

BILLETTS ET ENCAISSE.

L'article 12 des lois antérieures, donne à la Banque le droit d'émettre des billets au porteur, dont le montant sera représenté par des valeurs facilement réalisables. Le soin de déterminer la proportion entre l'encaisse et les billets en circulation est laissé aux statuts de la Banque. Ceux-ci à l'article 34, stipulent que « la Banque est tenue d'avoir une encaisse métallique égale au tiers du montant de ses billets et de ses autres engagements à vue ».

Dans le projet qui nous est soumis, le texte de l'article 12 comporte plusieurs stipulations.

Il a paru nécessaire d'y insérer une disposition fixant la proportion exigée entre l'encaisse et la circulation. Après la période troublée que nous venons de traverser, il semble utile de donner plus de solennité à une règle qui a fait ses preuves de sagesse et contribue puissamment au crédit du billet.

Toutefois, le texte emprunté aux anciens statuts de la Banque et introduit dans le présent projet de loi, est modifié

de la manière suivante : Au terme « encaisse métallique » sont substitués les mots « encaisse-or ou en devises étrangères convertibles en or ». Il est superflu d'exposer les raisons de cette modification ; la seule lecture du projet relatif à la stabilisation monétaire les fait connaître.

Enfin, l'article 12 fixe un maximum que le montant des engagements à vue de la Banque ne pourra pas dépasser.

D'aucuns pourront trouver inutile ce surcroît de précautions. Si la proportion de l'encaisse est maintenue, et si les opérations de la Banque restent dans les limites fixées ci-dessus, pourquoi opposer une limite à l'émission des billets ? N'est-ce pas enlever un stimulant aux affaires et contrarier la diffusion de la richesse ? Est-il raisonnable de fixer cette limite pour une période de 27 années ? N'est-ce pas se mettre dans le cas de devoir l'étendre dans quelque temps et de produire alors une impression fâcheuse ? Est-il certain d'ailleurs que la circulation actuelle dépasse les besoins normaux du pays ? On ne peut l'affirmer avec certitude ; et si tel n'est pas le cas, la marge d'augmentation que laisse le chiffre proposé, chiffre qui doit comprendre tous les engagements à vue de la Banque, est vraiment trop étroite pour une longue période.

Ces objections ne sont certes pas sans valeur. Votre Commission ne s'y est cependant pas arrêtée, considérant surtout les circonstances présentes. Au sortir du chaos monétaire qui a désolé l'Europe, il faut multiplier les obstacles dressés contre l'inflation. De plus, lorsque l'emprunt de stabilisation monétaire aura versé dans l'encaisse de la Banque la contre-valeur de trois milliards de nos francs, la proportion légale de cette encaisse sera très largement dépassée ; la proportion réelle atteindra environ 60 p. c. Dès lors, la disposition précédente de l'article 12 ne ferait pas obstacle à un développement immédiat et considérable de la circulation. Ce développement

serait dangereux, étant donné les aléas qui doivent nécessairement peser, quelque temps encore sur la stabilité de notre devise. C'est pourquoi votre Commission, qui a d'ailleurs pleine confiance dans l'Administration de la Banque, croit bon d'ajouter cette nouvelle garantie aux autres et d'adopter le texte voté par la Chambre.

Sans doute, il se pourrait que, avant le terme de la durée assignée à la Banque par le présent projet, le développement de la richesse du pays rendit utile et exempt de tout péril une élévation du maximum fixé. Une intervention légale dans ce sens, qui serait justifiée par le progrès visible de l'économie nationale, ne porterait pas atteinte au crédit du billet.

Quant au chiffre de ce maximum, votre Commission s'est ralliée à la somme de huit milliards et demi de francs fixée par la Chambre, avec latitude d'un dépassement pouvant atteindre cinq cents millions pendant trois mois.

ADMINISTRATION.

Suivant la législation antérieure, l'administration de la Banque est composée d'un gouverneur nommé par le Roi et de six directeurs élus par l'assemblée générale des actionnaires. Elle est surveillée par un collège de censeurs composé de sept membres élus par l'assemblée générale.

Le projet qui vous est soumis modifie cette organisation quant au nombre des titulaires et quant à leur désignation.

A l'article 17, il stipule que la Banque sera administrée par un conseil composé d'un gouverneur et de neuf administrateurs. Le gouverneur et six administrateurs seront élus de la manière que déterminent les lois antérieures. Pour les trois nouveaux administrateurs interviendra un mode particulier de nomination : ils seront élus par l'assemblée générale des actionnaires sur une liste double de candidats présentés, pour chacune des trois places respectivement :

1^o par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil de l'industrie et du commerce et par les membres du Conseil supérieur des Métiers et Négoce, chacun de ces conseils présentant un candidat ; 2^o par les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du Travail ; 3^o par les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'Agriculture.

Quant à l'avis à formuler sur cette innovation, votre Commission s'est trouvée partagée et n'a pas tranché le différend par un vote.

Une partie de ses membres approuve hautement la pensée qui a inspiré le nouveau texte. Elle voit un grand avantage à faire pénétrer dans le Conseil d'administration de la Banque des hommes qualifiés pour représenter les grands intérêts économiques et sociaux que sont l'industrie, le commerce, l'agriculture et le travail. Elle ne s'arrête pas aux critiques que l'on peut émettre sur la réalisation pratique de cette représentation, estimant que l'essentiel est d'assurer une application satisfaisante, sinon parfaite, du principe. L'exemple d'autres pays est signalé à l'appui de cette innovation.

Une autre partie des membres a combattu cette partie du projet.

Sans doute, disent ceux-ci, c'est l'assemblée générale des actionnaires qui désignera les nouveaux administrateurs, mais son choix sera lié. Et lié par qui ? Par les élus d'un groupe très restreint, s'il s'agit du Conseil de l'industrie et du commerce ; par des créatures du Gouvernement dans les autres cas. Des personnalités qui n'ont qu'un mandat purement consultatif imposeront leur choix pour un mandat lourd de décisions à prendre et de responsabilités à assumer ; et l'on peut dire que rien ne les prépare à exercer ce choix avec discernement, sans méconnaître les services que ces personnalités rendent dans le domaine qui leur est propre.

A cette partie de la Commission, l'innovation proposée semble inspirée par une fausse interprétation du rôle que

pourraient tenir, auprès de la Banque Nationale, les délégués des Conseils supérieurs.

Certes, il peut être utile pour la Banque de consulter ces délégués ; mais autre chose est de renseigner l'administration de la Banque, autre chose de participer à la fonction propre de celle-ci ; cette fonction est très spéciale de sa nature et, par elle-même, de la plus haute importance ; il s'agit d'assurer au pays l'avantage d'une monnaie fiduciaire dont le crédit ne fléchisse pas. Il est d'intérêt général que, dans la gestion de la Banque, tout autre point de vue soit subordonné à celui-là. C'est donc, suivant les adversaires de la proposition, faire œuvre irrationnelle que d'introduire dans l'organisme dirigeant des représentants d'intérêts divers, qui nécessairement s'inspireront de points de vue étrangers à la mission propre de la Banque.

L'article 18 porte de sept à dix le nombre des censeurs et pourvoit aux trois nouveaux postes de la même manière qu'aux nouveaux mandats d'administrateur. Les mêmes objections ont été formulées contre cette disposition, mais dans un sens moins radical. Certains membres, qui n'admettent pas la disposition relative aux administrateurs, se rallieraient à l'élargissement du Collège des censeurs, parce que ce dernier n'a guère qu'un rôle consultatif.

Les articles 17 et 18 interdisent de nommer les membres des Chambres législatives aux fonctions de Gouverneur, administrateur et censeur de la Banque Nationale. Cette disposition a soulevé des critiques. Des membres sont d'avis, en principe, qu'il ne faut pas entrer dans la voie des incompatibilités légales, à peine de perdre des concours précieux dans la crainte d'inconvénients problématiques. Ne prétendons pas, disent-ils, régler par des prescriptions légales ce qui appartient au discernement des hommes chargés d'exercer un choix.

D'autres membres approuvent la disposition, considérant avant tout l'opposition qui peut surgir entre les demandes

de l'État et les règles dont la Banque ne peut s'écarter sans danger.

L'article 2 du projet (car l'article 1^{er} comprend toutes les modifications analysées ci-dessus) est relatif au service de caissier de l'État, assumé gratuitement par la Banque Nationale.

Les articles suivants contiennent des dispositions additionnelles de la plus haute importance. Elles appartiennent au plan de stabilisation monétaire et ne font que reproduire les articles de la convention conclue entre l'État et la Banque Nationale pour les différentes modalités de cette opération. L'étude de ces dispositions sera faite dans le rapport sur le projet de loi relatif à l'assainissement monétaire.

Ce dernier projet et celui que nous venons d'examiner étant liés entre eux, conditionnés d'ailleurs par une opération de crédit dont le Gouvernement a jeté les bases et qu'il compte effectuer à bref délai, il n'est pas possible de déterminer, dès à présent, la date d'entrée en vigueur des dispositions votées par les Chambres. Il est évident que certains articles examinés plus haut, notamment ceux relatifs au capital de la Banque supposent déterminé le taux de stabilisation du franc. D'autre part, votre Commission estime que la cession des valeurs sur l'étranger qui sont remises à la Banque par l'État (art. 3, par. 4) doit avoir pour corollaire immédiat l'obligation, qu'assumera la Banque, de rembourser les billets au cours de stabilisation.

Le dernier paragraphe de l'article 3 doit disparaître si le Sénat confirme le vote de la Chambre écartant l'éventualité que vise ce texte.

Sous réserve des opinions diverses qui ont été formulées au sujet des articles 17 et 18, votre Commission des Finances vous propose l'adoption du projet.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
Baron MAURICE HOUTART.